

Chercheurs, ces « faux indépendants » de l'unif

Avant de lire

Dans le cadre de notre série élections, nous donnons la parole à des « personnes ordinaires », celles qu'on n'entend pas ou peu et tentent de s'en sortir sans faire de bruit. Leurs histoires méritent pourtant d'être racontées car elles symbolisent aussi des dysfonctionnements de notre société ou des thématiques qui devraient trouver une place dans les programmes politiques.

Aujourd'hui, nous allons à la rencontre d'un chercheur scientifique de l'université de Liège, tiraillé entre l'excitation de contribuer aux avancées dans un secteur porteur et l'amertume causée par de nombreux freins à son travail au quotidien.

Le portrait

Dans la recherche scientifique, chacun tente de s'en sortir, développant ses projets dans un secteur qui manque de vision à long terme.

● Romain VEYS

On est loin du cliché de quelques laborantins en blouse blanche concentrés sur leurs fioles dans une pénombre quasi malade. Au sein du labo de génie minéral de l'Université de Liège, une vingtaine de jeunes chercheurs fourmillent ci et là, le casque balançant du métal ou de la musique électro dans les oreilles pour les uns, le short et le t-shirt en guise de tenue de travail pour d'autres. Attablé à l'un des bureaux, Godefroid Dislaire vaque à ses recherches, le sourire aux lèvres. « Il existe une bonne ambiance de travail, l'équipe est jeune et le travail est attractif », justifie l'aîné de la bande qui, à la tête d'une équipe de cinq personnes, mène un projet de recherche dans le domaine du recyclage de métaux non ferreux à l'aide de capteurs et de robots.

Chercheurs isolés

Pourtant, du haut de ses 46 ans, Godefroid n'a pas toujours

eu envie de sourire durant son parcours de chercheur à l'université, un chemin semé d'embûches et sur lequel il s'est souvent senti esseulé. « Le chercheur ne se sent pas réellement intégré dans l'université. Bien sûr, nous utilisons les infrastructures mises à disposition, mais on se sent plutôt comme des pièces rapportées d'une organisation centrée sur l'enseignement. C'est le scientifique qui doit lui-même monter son projet : souvent en CDD, il doit prendre sur son temps de recherche pour trouver les sources de financement qui lui permettront de le mener à bien, mais aussi de financer son propre salaire. »

Et quand il décroche la palme, il sait qu'il devra la partager, car le manque de financement de l'université amène celle-ci à compter de plus en plus sur la recherche pour son financement. « On nous parle souvent de solidarité universitaire et je pense que l'administration fait au mieux, grappillant

par-ci la TVA du matériel acheté

« Un chercheur passe un quart de son temps à trouver des financements pour son projet. »

pour la recherche, par-là en géant la défiscalisation des chercheurs. Mais lorsque l'on doit batailler pour trouver un espace de travail ou encore lorsque l'on arrive en fin de contrat, on aimerait en voir davantage la couleur. Le problème réside dans le fait que le personnel scientifique, dans sa grande majorité, n'est pas rémunéré par l'université elle-même. »

Contrats précaires

Du coup, quand le projet arrive à échéance, tout s'arrête. « L'équipe est jeune parce que ce sont avant tout les seuls profils qu'on parvient à attirer. Une fois qu'ils sont formés, qu'ils ont un

peu d'expérience, ils filent dans le privé. Car, ici, que peut-on leur offrir ? Un contrat dont la durée dépend de l'enveloppe fermée reçue pour le projet sur lequel ils travaillent. Quand le projet s'arrête, il n'y a plus d'argent, le scientifique doit donc partir. »

Bénéficiant jusqu'à cette an-

née encore d'un financement important décroché dans le ca-

dre du Plan Marshall 4.0, le service de Godefroid se trouve à un tournant de son fonctionnement. « Alors que nous avons mené à bien notre recherche (NDLR: baptisé Reverse Metallurgy, il a pour objectif de créer une plateforme d'excellence industrielle, technologique et scientifique en recyclage), que notre partenaire industriel va monter une usine basée sur la technologie développée et que

nous sommes dans un secteur hyperporteur à l'heure de l'économie circulaire, l'ambiance est ternie par l'arrivée des préavis et la perspective de perdre une série de connaissances et compétences acquises grâce à cela. Je comprends qu'il faut contenter tout le monde et diversifier les projets subsidiés, mais cela renforce l'idée qu'une vision à long terme n'est pas à l'ordre du jour dans la recherche scientifique. » ■

Les revendications



**Davantage de gros projets
collaboratifs**



**Un financement mieux
structuré entre recherche
et enseignement**



**Création de cellules
de compétences
pour pérenniser l'emploi**



**Ouvrir les postes de direction
à des profils managériaux**

Le décryptage

Le financement, pas le plus grand des freins

Godefroid Dislaire l'affirme : contrairement parfois aux idées reçues, « *le financement de la recherche scientifique n'est pas le principal frein au secteur, il est même tout à fait correct* ».

Il est vrai que les aides et programmes en ce sens sont nombreux : tant au niveau fédéral qu'au niveau régional et communautaire ; tant au niveau des opérateurs de recherche (ex. : les universités) qu'au niveau des entreprises.

Force est cependant de constater que la politique scientifique se borne justement la plupart du temps à organiser et distribuer ces différents financements, ce qui peut dès lors expliquer les manquements

perçus par les chercheurs à d'autres niveaux.

En milliards d'euros

Le Plan Marshall 4.0 de la Wallonie mobilise par exemple à lui seul un budget de 2,9 milliards d'euros, réparti sur quatre années (2015-2019) et destiné à subsidier des centaines de projets en vue du « *re-déploiement économique wallon et la structuration d'une véritable politique industrielle* ».

D'autres programmes régionaux d'aide à la recherche (FIRST, Win2Wall ou ERANET, pour ne citer qu'eux) contribuent également à financer celle-ci en Wallonie.

Mais au-delà de cette manne

financière, qu'ont donc à offrir nos gouvernements aux chercheurs en laboratoires ?

Coordination, services, aide

Au niveau fédéral, outre la gestion de différentes structures propres (programmes de recherche, contribution belge à l'agence spatiale européenne et établissements scientifiques fédéraux), la politique scientifique s'est donnée pour mission de « *coordonner l'effort de recherche mené par l'ensemble des pouvoirs publics du pays et se charge d'insérer nos chercheurs dans les réseaux internationaux de recherche.* »

Dans le quotidien du chercheur, cela se traduit par exemple par la mise à disposition d'un internet à haut débit pour l'ensemble des centres de recherche et l'offre d'un service de courtage d'informations à l'ensemble des acteurs concernés.

Du côté du MR, conscient de l'importance pour le jeune chercheur de « *consacrer son temps à la recherche* », on pointe le fait que « *toutes les universités ont mis en place des services d'aide aux chercheurs, pour faciliter les contacts avec les entreprises, pour rédiger des dossiers vers d'éventuels pouvoirs subsidants, les aider dans leurs démarches administratives, chronophages, ou créer des spin-off* ».

Mais il reste du chemin à parcourir et, dans ce domaine, beaucoup de choses restent à faire. ■ **R.V.**

Au programme des partis

Chez Écolo, on défend l'amélioration du statut social du chercheur « *et en particulier de la chercheuse* ».



Partant du constat que les multiples sources de financement de la recherche entraînent une grande variabilité de statuts, décrits comme « *souvent insatisfaisants* » d'un point de vue pécuniaire, fiscal, social ou au niveau des avantages extralégaux, le parti écologiste propose « *d'améliorer les conditions de travail du chercheur* », avec un accent mis sur la chercheuse, « *notamment en augmentant les postes permanents, en revoyant les structures de bourses et en adaptant les modalités de calcul de la pension* ».

Selon le PTB, nous avons besoin « *de plus de recherche pour relever les grands défis de notre temps* ».

S'il explique vouloir « *investir dans une recherche publique pour le public* », il met notamment l'accent sur la nécessité de miser « *sur des contrats à durée indéterminée pour l'ensemble du personnel scientifique* » et de réorienter les fonds « *sur la stabilité et non sur des contrats à court terme* ».

Le PTB prône par ailleurs « *la coopération en recherche* » et propose « *un financement non compétitif* » et qui s'éloigne du financement actuel « *sur base d'un système d'enveloppes fermées* ».



Du côté du MR, outre la nécessité d'une plus grande collaboration entre les différents niveaux de pouvoir et les acteurs de la recherche, la priorité est mise sur « *la poursuite du refinancement* » de cette dernière.

Les libéraux pointent par ailleurs « *le sous-financement de notre enseignement supérieur* », qui entraîne « *des conséquences graves en matière de recherche* », et soulignent « *les besoins en termes d'infrastructures scientifiques* ».

Enfin, le MR avance également plusieurs pistes concrètes de développement de pôles et de projets au niveau fédéral, soucieux de renforcer des secteurs bénéficiant « *d'une grande notoriété internationale* ».



Au cdH, la volonté est d'investir « *dans les opportunités de la nouvelle économie* », de « *développer de nouveaux secteurs d'excellence et de savoir-faire industriel dans nos régions* » et « *doper les efforts de recherche et innovation* », en « *rejoignant le niveau d'investissement des pays voisins* ».



Pour le PS, « *la recherche fondamentale est source de prospérité pour la société* » et permet d'alimenter la recherche appliquée, vue comme « *un facteur essentiel d'essor économique* ».



Et dans ce secteur, les socialistes se disent « *ambitieux* », souhaitant augmenter l'objectif d'investissement, de 2,5 % du PIB pour la Belgique aujourd'hui, à 4 % d'ici 2035 et 5 % d'ici 2050.

Le PS met par ailleurs l'accent sur la recherche stratégique, laquelle consiste en des « *programmes de recherche fondamentale ayant un objectif de valorisation sous forme industrielle par exemple* » et qui « *doit être plus largement développée* ».

Au moment de rédiger ces lignes, le programme de DéFI n'avait pas encore été finalisé.

**À vous
de réagir**

Envoyez-nous vos propres solutions
à l'adresse mail suivante
26mai@lavenir.net